

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Gabon-Angleterre : Ali Bongo Ondimba au "Kew Gardens" de Londres

J.K.M

Libreville/Gabon

EN séjour à Londres, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a visité, mardi dernier, en compagnie du prince Charles, le "Kew Gardens". Un ensemble de jardins et serres s'étendant sur plus d'une centaine d'hectares, situés à la périphérie de la capitale anglaise, et comprenant également un centre de recherche en botanique de réputation mondiale. De fait, le président de la République n'a pas manqué de saluer la qualité des travaux effectués par les chercheurs dans le but de préserver, pour les générations futures, le patrimoine végétal de la planète. Ce qui est un enjeu

capital car, à l'ère des changements climatiques, de nombreuses espèces d'arbres, de plantes, etc., pourraient simplement disparaître de la surface du globe, si on n'y prend pas garde. Une éventualité aux répercussions dommageables dans la vie de plusieurs centaines de millions d'individus.

Dans tous les cas, cette visite témoigne, à plus d'un titre, de l'engagement et du leadership du chef de l'État dans la lutte contre le changement climatique. Une problématique qui, avait-il relevé le 23 septembre dernier à l'occasion de la 76e Assemblée générale des Nations unies, constitue une source d'instabilité des sociétés.

"Les conséquences du dérèglement climatique, notamment la



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba et le prince Charles au Kew Gardens.

## CESE : tomber de rideau de la 2e session ordinaire

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

C'est ce jeudi que s'achève la 2e session ordinaire du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Une clôture intervenant après plusieurs semaines d'intense réflexion et autres travaux. Depuis le 7 septembre dernier, les conseillers du CESE, issus des différents pans de la société gabonaise, ont planché sur une thématique majeure à savoir : "Zone de libre-échange continentale africaine : quelles opportunités pour le Gabon?".

Concrètement les panélistes ont réfléchi sur l'apport de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) à l'économie gabonaise. Ainsi durant l'actuelle session, les conseillers ont examiné les différents avantages de la Zlecaf, les réglementations commerciales appropriées et leur promotion auprès des acteurs du secteur privé et des "politiques". Non sans s'appesantir sur l'augmentation du volume des exportations. Des thèmes de réflexion en phase avec la vision de René Ndemezo'Obiang, président du CESE. À l'ouverture de ladite session, ce dernier n'avait pas manqué de révéler que : "La création de la zone de libre-échange doit amener

l'économie gabonaise à se réadapter pour faire face aux nouveaux défis de l'intégration régionale". Soulignons que la Zlecaf permet de réduire drastiquement les droits de douane entre les pays membres. Tout comme elle facilite les échanges et services.

Pour rappel, la Zlecaf est effective depuis le 1er janvier dernier. Celle-ci devrait à terme permettre aux pays africains de lutter contre la pauvreté en passe de devenir endémique à l'échelle continentale. Objectif : sortir de la pauvreté 30 millions d'âmes et par la même occasion accroître le revenu de 68 millions de personnes. Lesquelles personnes vivent avec moins de 3 000 FCFA par jour.

Dans la même foulée, la Zlecaf compte réorganiser les marchés du continent africain. Le Gabon et les autres signataires de l'accord vont tirer plusieurs avantages, essentiellement mercantiles, de la Zlecaf.



Le président du CESE lisant son allocution circonstancielle à l'ouverture de la deuxième session ordinaire qui s'achève aujourd'hui.

hausse du niveau de la mer, les tremblements de terre, les feux de forêts récurrents, mettent nos sociétés et nos communautés sous pression (...). Ces phénomènes interagissent avec les problèmes socio-économiques et politiques dans nos pays, mettent en évidence des risques tels que l'instabilité politique et économique,

l'insécurité alimentaire et la migration à grande échelle, entre autres", avait-il indiqué. D'où, avait-il lancé, "un appel à plus de solidarité et à une augmentation significative des ressources consacrées à l'adaptation aux changements climatiques".

Quoi qu'il en soit, au terme de sa visite, le président de la Répu-

blique a remercié le prince héritier de la couronne d'Angleterre et s'est dit séduit par l'étendue du travail abattu par les personnels du "Kew Gardens".

Fondé en 1759, ce lieu abrite un des plus grands herbiers du monde, avec sept millions de spécimens et plus de trente mille espèces de végétaux.

## Présidentielle 2023 : cinq candidats déjà dans les starting-blocks

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

À plus d'un an de la présidentielle prévue en août 2023, les appétits s'aiguisent, les ambitions s'affirment. Pour preuve, cinq personnalités se sont déjà déclarées candidates à ce scrutin. Sur le plan politique, la plus connue d'entre elles est sans conteste Mike Jocktane. Investi par sa formation politique, le président fondateur du Gabon nouveau se présente comme un "homme de terrain et d'État".

Leader syndical, Jean-Robert Menie ne dispose véritablement pas d'une expérience politique. Connue du grand public pour son combat contre les tracasseries et autres abus dont seraient victimes les transporteurs terrestres de notre



Mike Jocktane, une des cinq personnalités candidates au scrutin présidentiel.

pays, il entend néanmoins faire de sa virginité politique, un atout. D'autant qu'il entend aller à la rencontre de ses compatriotes en clamant sa différence, en se démarquant clairement" de la majorité et de l'opposition qui

ne parviennent pas à trouver des solutions aux maux du pays".

Seule femme à ce jour à s'être lancée dans la course, Marie-Sylvie Hervo Akendengue est quasi inconnue du grand public. Ancienne directrice de la Communication au ministère de la Justice, l'ambition présidentielle de cette "féministe engagée et citoyenne républicaine" est sous-tendue, entre autres, par la volonté "de remettre la justice au service des justiciables".

Que dire d'André Vincent Bouassa et Innocent F Bemvone Be Nze, deux compatriotes vivant aux États-Unis d'Amérique ? C'est sur les réseaux sociaux qu'ils ont officialisé leur candidature et qu'ils sont les plus actifs. Pour autant, est-ce que cela devrait leur permettre d'avoir une assise populaire ? Rien n'est moins sûr.

Dans tous les cas, cette liste de candidats est loin d'être close.